

Cote du document:	EB/95
Date:	20 avril 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Conseil d'administration**

### **Procès-verbal de la quatre-vingt-quinzième session**

## **Note aux Administrateurs**

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

**Paolo Ciocca**

Secrétaire du FIDA

téléphone: +39 06 5459 2254

courriel: [p.ciocca@ifad.org](mailto:p.ciocca@ifad.org)

## Table des matières

Chapitre	Paragraphe	Page
<b>I. Introduction</b>	<b>1-2</b>	<b>1</b>
<b>II. Ouverture de la session</b>	<b>3</b>	<b>1</b>
<b>III. Décisions du Conseil d'administration</b>	<b>4-78</b>	<b>1-17</b>
A. Adoption de l'ordre du jour	4	1
B. Programme de travail, mécanisme de financement du développement des programmes, et budgets administratif et d'investissement du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2009	5-11	1-2
C. Proposition relative au programme de départ volontaire du FIDA	12	2
D. Évaluation	13-15	2-3
E. Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE)	16-17	3
F. Rapport de situation et plan d'action relatifs à la présence du FIDA dans les pays	18-19	3-4
G. Participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés	20-21	4
H. Programmes d'options stratégiques pour les pays	22-26	4-5
I. Ressources disponibles pour engagement	27	5
J. Propositions de projet/programme présentées au Conseil d'administration pour examen	28-53	6-11
K. Propositions de don présentées au Conseil d'administration pour examen	54-59	11-13
L. Activités prévues au titre des projets	60	14
M. Rapport de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA	61	14
N. Questions financières	62-65	14-15
O. Révision des Conditions générales applicables au financement du développement agricole	66	15
P. Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance	67	15
Q. Rapport annuel sur l'assurance qualité dans les projets et programmes du FIDA	68	15
R. Mise à jour sur le Plan d'action: réforme des ressources humaines	69	15
S. Rapport du secrétariat de la Coalition internationale pour l'accès à la terre	70	15-16

<b>Chapitre</b>	<b>Paragraphe</b>	<b>Page</b>
T. Rapport de situation relatif au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	71	16
U. Trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs	72-73	16
V. Questions diverses	74-78	16-17
<b>IV. Minute de silence à la mémoire de M. Theo van Banning</b>	<b>79</b>	<b>17</b>

### **Annexes**

I. Délégations à la quatre-vingt-quinzième session du Conseil d'administration	18
II. Liste des documents soumis à la quatre-vingt-quinzième session du Conseil d'administration	32
III. Ordre du jour	36

# Procès-verbal de la quatre-vingt-quinzième session du Conseil d'administration

## I. Introduction

1. La quatre-vingt-quinzième session du Conseil d'administration s'est tenue à Rome du 15 au 17 décembre 2008. La liste des délégations figure à l'annexe I.
2. Le Conseil d'administration était saisi des documents énumérés à l'annexe II.

## II. Ouverture de la session

3. En sa qualité de président de la réunion, le Président du FIDA, M. Lennart Båge, ouvre la quatre-vingt-quinzième session du Conseil d'administration.

## III. Décisions du Conseil d'administration

### A. Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)

4. Le Conseil d'administration examine l'ordre du jour provisoire (document EB 2008/95/R.1) et adopte l'ordre du jour qui figure dans le document EB 2008/95/R.1/Rev.1, reproduit à l'annexe III.

### B. Programme de travail, mécanisme de financement du développement des programmes, et budgets administratif et d'investissement du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2009 (point 3 de l'ordre du jour)

5. Le Conseil d'administration examine le programme de travail, le mécanisme de financement du développement des programmes et les budgets administratif et d'investissement du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2009 (document EB 2008/95/R.2 et son additif, dont la synthèse paraîtra sous la cote EB 2008/95/R.2/Rev.1), ainsi que le rapport du Comité d'audit à ce sujet (EB 2008/95/R.3). Il félicite tant le Comité d'audit que le Comité d'évaluation de leur examen des propositions soumises.
6. Le Conseil approuve le programme de travail du FIDA proposé pour 2009 à un niveau cible de 715 millions d'USD, sous réserve de la disponibilité de ressources, soit une augmentation de 10% par rapport au programme de travail pour 2008.
7. Les Administrateurs se félicitent de la plus grande clarté du document et accueillent favorablement la proposition relative à la présentation d'un budget unique à l'avenir. Tout en prenant acte de l'augmentation des ressources allouées aux opérations, ils exhortent la direction à redoubler d'efforts pour aligner les coûts sur la contribution aux résultats. La direction s'engage à aller de l'avant sur la voie de l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacité, notamment à travers le processus de réforme des ressources humaines.
8. Le Conseil approuve ensuite un MFDG pour un montant total de 41,98 millions d'USD.
9. Après avoir examiné les budgets administratif – à hauteur de 73,33 millions d'USD – et d'investissement – à hauteur de 4,08 millions d'USD – proposés par le Fonds pour 2009, le Conseil autorise leur présentation à la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs. Les Administrateurs reçoivent l'assurance que leurs observations seront dûment prises en considération, y compris s'agissant du taux d'inflation élevé enregistré actuellement et des effets que celui-ci pourrait avoir sur les propositions futures.
10. Enfin, le Conseil examine le programme de travail et le budget administratif du Bureau de l'évaluation (OE) pour 2009, qui s'élève à 5,85 millions d'USD, et recommande sa présentation à la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs. Le Conseil

approuve également les priorités et la réserve d'évaluations au niveau de l'institution qui seront réalisées par OE au cours des années à venir.

11. S'agissant du programme de travail d'OE et en réponse aux demandes émises par un certain nombre d'Administrateurs, il est précisé que les conclusions de l'évaluation conjointe réalisée avec la Banque africaine de développement (BAfD) sur le développement agricole et rural en Afrique seront communiquées à la direction et aux gouvernements concernés en mars 2009, avant que l'évaluation ne soit présentée au Conseil. D'ici là, un rapport intérimaire sera publié. En outre, le Conseil est informé que les travaux relatifs à l'évaluation de la performance du FIDA en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes débiteront à la mi-2009<sup>1</sup>, alors que la politique du FIDA en matière d'évaluation fera l'objet d'un examen par les pairs, qui devrait démarrer début 2009.

### **C. Proposition relative au programme de départ volontaire du FIDA (point 4 de l'ordre du jour)**

12. Le Conseil d'administration examine la proposition relative au programme de départ volontaire (document EB 2008/95/R.4). Les Administrateurs reconnaissent que cette proposition représente une étape importante sur la voie de la réalisation des quatre objectifs du processus de réforme, à travers l'accélération d'un renouvellement du personnel – en particulier dans les cas de discordance entre compétences, mobilité et motivation. Ainsi, le Conseil recommande que le document, accompagné du projet de résolution qui y est joint, soit soumis au Conseil des gouverneurs en février 2009, pour adoption.

### **D. Évaluation (point 5 de l'ordre du jour)**

#### **a) Rapports du président du Comité de l'évaluation**

13. Le Conseil d'administration examine et approuve les rapports du président du Comité de l'évaluation sur la cinquante-troisième session (document EB 2008/95/R.5) et sur la cinquante-quatrième session et le séminaire informel sur le nouveau manuel d'évaluation d'OE (document EB 2008/95/R.6). Ce faisant, et compte tenu des conclusions de l'évaluation du programme de pays pour l'Éthiopie effectuée récemment, le Conseil décide d'accorder une dérogation pour qu'il soit possible de passer à la conception de la deuxième phase du projet de développement des communautés pastorales en Éthiopie avant l'achèvement de l'évaluation intermédiaire.

#### **b) Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI)**

14. Le Conseil d'administration examine ensuite le sixième rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) (document EB 2008/95/R.7 et additif), qui couvre les opérations évaluées en 2007 ainsi que les suites données par la direction. OE est félicité pour la qualité du rapport, lequel constitue, tant pour la direction que pour le Conseil, un instrument de gestion important permettant de contrôler la performance des projets et programmes du FIDA et de tirer les enseignements en vue d'améliorer davantage la conception et l'exécution des projets dans le futur. Les conclusions du rapport sont extrêmement encourageantes: tous les projets évalués indiquent des résultats satisfaisants au plan de la performance et des réalisations d'ensemble ainsi que des améliorations notables au plan de la durabilité.
15. La question des difficultés que soulève la comparaison entre les évaluations de programmes et projets du FIDA et celles d'autres organismes et institutions financières internationales fait l'objet d'un débat exhaustif. Des questions connexes concernant la méthodologie d'analyse sont abordées. Les membres du Conseil reçoivent l'assurance que, au fur et à mesure de l'enrichissement des données propres

<sup>1</sup> Lors de la cinquième session de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA, il a été convenu que le Conseil d'administration examinerait la nécessité d'élaborer une politique institutionnelle et une stratégie de mise en œuvre en matière d'égalité entre les sexes dès que cette évaluation, qui sera réalisée par le Bureau de l'évaluation indépendant du FIDA en 2009, serait finalisée.

au FIDA s'agissant des programmes et projets évalués, les comparaisons gagneront elles aussi en précision. Les Administrateurs expriment par ailleurs le souhait que le rapport fasse une plus large place à l'évaluation des avantages directs, suggestion adoptée par OE dans le nouveau Manuel d'évaluation. Le Conseil approuve ensuite les thèmes d'apprentissage proposés pour les RARI 2009 et 2010. Il espère avoir la possibilité d'examiner la liste des thèmes d'apprentissage pour les futures éditions, qui sera présentée en 2009.

## **E. Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) (point 6 de l'ordre du jour)**

16. Le Conseil d'administration examine le deuxième rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement, assorti des observations formulées par OE (document EB 2008/95/R.8 et son additif, dont la synthèse paraîtra sous la cote EB 2008/95/R.8/Rev.1). Comme en a été informé le Conseil lors de sa session de septembre 2008, le rapport sur la performance du portefeuille est désormais fusionné avec le RIDE afin d'offrir un aperçu exhaustif de la performance du Fonds, au plan tant de l'efficacité en matière de développement de ses programmes que de son efficacité organisationnelle. À l'instar de celles du RARI, les conclusions du RIDE mettent en évidence une amélioration de la performance du FIDA, trois des quatre principaux indicateurs du cadre de mesure des résultats ayant déjà dépassé leurs objectifs pour 2010. Le rapport démontre clairement comment le FIDA a fait face à la nécessité d'élargir son programme de travail et d'améliorer son efficacité en matière de développement et son efficacité organisationnelle et est parvenu à conjuguer quantité et qualité. Les données montrent aussi une progression de l'efficacité organisationnelle sous l'effet de l'amélioration de la gestion et du suivi s'agissant de la planification, des questions financières et des ressources humaines.
17. Le Conseil félicite la direction pour la qualité du rapport et émet plusieurs suggestions d'amélioration dans ce domaine. La direction réaffirme que la production du RIDE est un processus en constante évolution et que les observations formulées par les Administrateurs du Conseil seront prises en considération tout au long de son élaboration.

## **F. Rapport de situation et plan d'action relatifs à la présence du FIDA dans les pays (point 7 de l'ordre du jour)**

18. Lors de l'examen du rapport de situation et du plan d'action relatifs à la présence du FIDA dans les pays, les Administrateurs notent avec satisfaction l'impact du renforcement de la présence du FIDA dans les pays, qui contribue largement à améliorer la mise en œuvre et la performance des projets; à encourager le partage des savoirs, l'instauration de partenariats, l'alignement et l'harmonisation; et à promouvoir la concertation. Le Conseil exprime sa satisfaction face aux résultats d'ensemble d'un engagement plus efficace du FIDA au niveau des pays et d'une appropriation renforcée par ces derniers. Dans ce contexte d'appui élargi, le Conseil approuve la proposition d'expansion de la présence du FIDA dans les pays en 2009, telle que formulée aux paragraphes 57 et 58 du document EB 2008/95/R.9. L'Administratrice représentant les États-Unis déclare qu'elle ne peut se joindre au consensus pour approuver le plan d'action et s'abstient donc sur ce point.
19. Un document de séance portant sur les engagements pris par la direction en ce qui concerne la mise en œuvre de la présence dans les pays et l'élaboration d'une politique en la matière est distribué, en réponse aux questions soulevées par des Administrateurs lors des discussions. Celles-ci concernent notamment les critères et stratégies d'accès et de retrait, la présentation d'informations relatives au rapport coûts-avantages des propositions du FIDA en vue de l'élargissement futur de la présence dans les pays et la limite de l'expansion des bureaux de pays du FIDA en 2010. Ce document de séance fera partie de la version révisée du rapport de situation et du plan d'action relatifs à la présence du FIDA dans les pays

(documents EB 2008/95/R.9 et EB 2008/95/C.R.P.2, dont la synthèse paraîtra sous la cote EB 2008/95/R.9/Rev.1).

## **G. Participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (point 8 de l'ordre du jour)**

20. Le Conseil d'administration examine le rapport sur la participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (document EB 2008/95/R.10, dont la version révisée paraîtra sous la cote EB 2008/95/R.10/Rev.1) et approuve la présentation, à la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs, du rapport de situation dûment révisé à la lumière des décisions prises par le Conseil.
21. Le Conseil approuve également les contributions proposées pour l'allègement de la dette de la République centrafricaine et du Libéria envers le FIDA en adoptant les résolutions ci-après:

"DÉCIDE: que le Fonds, sur décision du Conseil d'administration, abaissera la valeur de la dette de la République centrafricaine à l'égard du FIDA, moyennant l'intégration de ses arriérés dus au FIDA à l'allègement de dette et par la réduction, jusqu'à concurrence de 100%, de ses obligations semestrielles au titre du service de la dette à son égard (principal et commissions de service/intérêts), à mesure qu'elles deviennent exigibles et jusqu'à concurrence du montant global de 10,4 millions de DTS en VAN de 2006. L'allègement de dette sera consenti pendant la période intermédiaire, c'est-à-dire entre le point de décision et le point d'achèvement, mais il ne prendra juridiquement effet que lorsque le pays aura atteint le point d'achèvement.

DÉCIDE: que le Fonds, sur décision du Conseil d'administration, abaissera la valeur de la dette de la République du Libéria à l'égard du FIDA, moyennant l'intégration de ses arriérés dus au FIDA à l'allègement de dette et par la réduction, jusqu'à concurrence de 100%, de ses obligations semestrielles au titre du service de la dette à son égard (principal et commissions de service/intérêts), à mesure qu'elles deviennent exigibles et jusqu'à concurrence du montant global de 13,8 millions de DTS en VAN de 2007. L'allègement de dette sera consenti pendant la période intermédiaire, c'est-à-dire entre le point de décision et le point d'achèvement, mais il ne prendra juridiquement effet que lorsque le pays aura atteint le point d'achèvement."

## **H. Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) (point 9 de l'ordre du jour)**

### **a) Éthiopie**

22. Le Conseil d'administration manifeste son appui en faveur du COSOP établi pour l'Éthiopie et félicite la direction du FIDA et le personnel opérationnel de la grande qualité du document. Il se félicite du fait que le COSOP fasse fond sur les recommandations formulées lors de l'évaluation du programme de pays, qui vient d'être achevée, ainsi que sur le document stratégique de réduction de la pauvreté de deuxième génération pour l'Éthiopie. Il recommande que, lors de l'exécution, le FIDA coopère étroitement avec le gouvernement et les partenaires du développement dans le domaine de l'aménagement des bassins versants et de la promotion de réformes appropriées visant à établir des marchés transparents et compétitifs pour les intrants et les produits agricoles.

### **b) Guatemala**

23. Le Conseil d'administration se déclare en faveur du COSOP établi pour le Guatemala. Il suggère de veiller à coordonner avec d'autres donateurs les activités relatives aux marchés et d'encourager les initiatives de partenariat avec le secteur privé. La direction explique que le problème de la malnutrition sera traité essentiellement par le biais du programme de cohésion sociale et que les activités dans ce domaine s'ajouteront à celles prévues au titre du programme du FIDA dans le pays.

c) **Guinée**

24. Le Conseil se félicite de la qualité globale du COSOP concernant la Guinée, de sa cohérence avec la stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté et de la priorité qu'il accorde à certains objectifs stratégiques. Il reconnaît qu'il est essentiel d'appuyer la décentralisation et le renforcement des capacités au niveau local pour améliorer la gouvernance. Les membres du Conseil d'administration soulignent qu'il importe de garder à l'esprit les risques s'agissant: i) des difficultés à parvenir à assurer des services de microfinancement durables, en particulier dans le contexte macroéconomique actuel; et ii) de dépasser les attentes véritables des organisations paysannes, étant donné que de nombreux programmes de donateurs s'adressent eux aussi à ces organisations. Un exposé plus complet des partenariats possibles avec des programmes bilatéraux spécifiques est demandé. Ces observations seront prises en compte lors de la mise en œuvre du COSOP.

d) **Indonésie**

25. Le Conseil d'administration examine le COSOP 2009-2013 établi pour l'Indonésie. Tout en se félicitant de la bonne qualité de la stratégie de pays, il insiste sur les points suivants: i) le nouveau programme de pays doit s'appuyer sur les enseignements tirés d'opérations précédentes; il faut identifier les risques et les gérer; la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide doit être reconnue de manière implicite; il convient de réaligner le programme de pays sur le plan de développement à moyen terme du gouvernement; et il faut poursuivre la concertation avec d'autres partenaires du développement.

e) **Maroc**

26. Le Conseil d'administration examine le COSOP établi pour le Maroc et entérine ses objectifs stratégiques et les résultats escomptés. Les Administrateurs manifestent leur ferme appui à l'égard de la priorité accordée aux programmes d'alphabétisation destinés aux hommes et aux femmes en milieu rural au titre de l'objectif stratégique 1, ainsi que le développement de la petite et moyenne irrigation au titre de l'objectif stratégique 3. La direction souligne que les principales parties prenantes dans le pays ont la pleine maîtrise du COSOP, tout en notant également que les partenariats sont mobilisés, par souci d'efficacité. Faire une différence sur le terrain en faisant fond sur les succès engrangés par les programmes passés et en cours est aussi partie intégrante du COSOP. Certains Administrateurs soulignent les obstacles qui s'opposent au développement de l'agriculture au Maroc, tels que l'impossibilité de réaliser des économies d'échelle ou la petite taille et le morcellement des terres agricoles, ainsi que la nécessité de renforcer les activités économiques des petits exploitants. La direction indique que la multiplication des activités au niveau communautaire et l'organisation des petits exploitants et de leur production au sein de filières adaptées constituent des axes stratégiques tant de la stratégie nationale pour le secteur agricole – le "Plan vert" du Maroc – que du COSOP, ce qui contribuera à renforcer la production et les activités économiques ainsi qu'à rationaliser l'économie rurale.

**I. Ressources disponibles pour engagement (point 10 de l'ordre du jour)**

27. Le Conseil examine les ressources disponibles pour engagement (document EB 2008/95/R.16 et additif) et approuve le recours au pouvoir d'engagement anticipé (PEA) pour un montant maximum de 110,5 millions d'USD. Les Administrateurs notent que, à la fin 2008, le montant total des ressources additionnelles utilisées en vertu du PEA, sur la base des rentrées nettes escomptées à la fin décembre, était estimé à 753,6 millions d'USD.

## J. Propositions de projet/programme présentées au Conseil d'administration pour examen (point 11 de l'ordre du jour)

28. Les Administrateurs notent que les propositions prévues initialement pour l'Équateur et le Mexique ont été supprimées de l'ordre du jour afin de permettre la poursuite des consultations entre le FIDA et les gouvernements concernés sur le choix des instruments financiers et techniques les plus appropriés.
29. Le Conseil d'administration examine les propositions de projets/programmes ci-après:
- a) **Afrique de l'Ouest et du Centre**
- i) *République démocratique du Congo: Programme intégré de réhabilitation de l'agriculture dans la province du Maniema*
30. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme figurant dans le document EB 2008/95/R.17, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte la résolution suivante:
- "DÉCIDE: que le Fonds fera à la République démocratique du Congo un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à quinze millions sept cent mille droits de tirage spéciaux (15 700 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."
- ii) *Ghana: Programme de financement rural et agricole*
31. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme contenue dans le document EB 2008/95/R.18, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte la résolution suivante:
- "DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Ghana un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à quatre millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (4 050 000 DTS) venant à échéance le 15 juillet 2048 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."
- iii) *Mauritanie: Programme de lutte contre la pauvreté rurale par l'appui aux filières*
32. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme figurant dans le document EB 2008/95/R.19 et reconnaît qu'elle est bien conçue et vise les populations les plus démunies de Mauritanie, l'un des pays les plus pauvres du monde. Cependant, compte tenu des problèmes importants de gouvernance et de leur incidence possible sur la durabilité, il décide de reporter l'examen du programme à sa quatre-vingt-seizième session, qui se tiendra en avril 2009.
- iv) *Niger: Initiative de réhabilitation et de développement agricole et rural – renforcement des capacités institutionnelles (IRDAR-RCI)*
33. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet figurant dans le document EB 2008/95/R.20, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte les résolutions suivantes:
- "DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Niger un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à cinq millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (5 400 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> octobre 2048 ou avant cette date et assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Ce prêt sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Niger, au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à cinq millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (5 400 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

**b) Afrique orientale et australe**

i) *Kenya: Prêt supplémentaire pour le projet de développement communautaire dans le district de Nyanza Sud*

34. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet figurant dans le document EB 2008/95/R.21, ainsi que son additif, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Kenya un prêt supplémentaire libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à quatre millions de droits de tirage spéciaux (4 000 000 DTS) venant à échéance le 15 décembre 2048 ou avant cette date. Ce prêt supplémentaire sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

35. Le Conseil d'administration approuve le prêt supplémentaire pour le Kenya, pour lequel les négociations n'ont pas été finalisées avant leur examen par le Conseil, sous réserve que les modifications mineures devant être apportées à l'accord de prêt existant pour le projet de développement communautaire dans le district de Nyanza Sud soient achevées au début 2009.

ii) *Swaziland: Programme de finance rurale et de développement des entreprises*

36. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme figurant dans le document EB 2008/95/R.22, ainsi que son additif, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera au Royaume du Swaziland un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à quatre millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (4 050 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> décembre 2028 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt correspondant à la moitié du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

37. Le Conseil d'administration approuvé la proposition de prêt au Swaziland, pour lequel les négociations n'ont pas été finalisées avant leur examen par le Conseil, sous réserve que les négociations soient conclues dans les six mois à compter de la date d'approbation par le Conseil et que toute variation significative des conditions présentées à la présente session soit portée à l'attention du Conseil lors d'une future session.

iii) *République-Unie de Tanzanie: Prêt supplémentaire à l'appui du programme de développement du secteur agricole*

38. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme figurant dans le document EB 2008/95/R.23, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République-Unie de Tanzanie un prêt supplémentaire libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à trente-sept millions six cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (37 650 000 DTS) venant à échéance le 15 novembre 2048 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) par an, et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

c) **Asie et Pacifique**i) *Chine: Programme de réduction de la pauvreté dans la zone de Dabieshan*

39. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme figurant dans le document EB 2008/95/R.24, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République populaire de Chine un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à vingt et un millions quatre cent trente-huit mille droits de tirage spéciaux (21 438 000 DTS) venant à échéance le 15 décembre 2028 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à la moitié du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

ii) *République démocratique populaire lao: Projet de gestion durable des ressources naturelles et d'accroissement de la productivité*

40. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet figurant dans le document EB 2008/95/R.25, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République démocratique populaire lao un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix millions cent mille droits de tirage spéciaux (10,1 millions de DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

iii) *Philippines: Programme d'accroissement rapide de la production alimentaire*

41. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme figurant dans le document EB 2008/95/R.26, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République des Philippines un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix millions six cent quatre-vingt-cinq mille droits de tirage spéciaux (10 685 000 DTS) venant à échéance le 15 octobre 2048 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à la moitié du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

42. Le Conseil d'administration approuve la proposition de prêt à la République des Philippines, à des conditions intermédiaires, ce qui devra nécessiter des renégociations avec le gouvernement. Au cas où ces renégociations entraîneraient une variation significative des conditions présentées au Conseil, celles-ci devront être portées à l'attention du Conseil lors d'une future session.

iv) *Tadjikistan: Projet d'appui aux moyens de subsistance dans la région du Khatlon*

43. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet figurant dans le document EB 2008/95/R.27, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Tadjikistan un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à sept millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (7 900 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

- v) *Viet Nam: Projet relatif à des partenariats pour le développement de l'agroforesterie en faveur des pauvres*

44. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet figurant dans le document EB 2008/95/R.28, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République socialiste du Viet Nam un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à quatorze millions cent dix mille droits de tirage spéciaux (14 110 000 DTS) venant à échéance le 15 décembre 2048 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

d) **Amérique latine et Caraïbes**

- i) *Belize: Programme de financement rural*

45. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme figurant dans le document EB 2008/95/R.29, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera au Belize un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à deux millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (2 050 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> octobre 2026 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport soumis au Conseil d'administration."

- ii) *Bolivie: Mémoire du Président: Projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et des hautes vallées – élargissement de la zone d'intervention et du groupe cible*

46. Le Conseil d'administration examine la proposition figurant dans le document EB 2008/95/R.30 et approuve l'élargissement de la zone d'intervention et du groupe cible du projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et des hautes vallées en Bolivie, par l'adoption de la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds approuvera l'élargissement de la zone d'intervention et du groupe cible du projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et des hautes vallées en République de Bolivie, à compter de la date d'approbation du présent document et selon les modalités et conditions qui y sont indiquées."

- iii) *Brésil: Mémoire du Président: Projet d'appui au développement des microentreprises familiales rurales dans le Nord-Est – modifications à l'accord de prêt*

47. Le Conseil d'administration examine la proposition figurant dans le document EB 2008/95/R.31 et approuve les modifications de l'accord de prêt proposées pour le projet d'appui au développement des microentreprises familiales rurales dans le Nord-Est, comme suit: i) le nouvel emprunteur sera Banco do Nordeste do Brasil, et non plus la République fédérative du Brésil; ii) l'agent d'exécution du projet sera Banco do Nordeste do Brasil, et non plus le Ministère du développement agricole; et iii) le projet ne sera plus supervisé par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, mais placé sous la supervision directe du FIDA à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Le Fonds entreprendra des négociations avec la nouvelle partie contractante et prendra les dispositions juridiques nécessaires.

iv) *Guatemala: Programme de développement rural durable dans la région Nord*

48. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme figurant dans le document EB 2008/95/R.33, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Guatemala un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à douze millions cent mille droits de tirage spéciaux (12 100 000 DTS) venant à échéance le 15 février 2027 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Guatemala un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à trois cent mille droits de tirage spéciaux (300 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

v) *Venezuela (République bolivarienne du): Programme d'appui aux Warao du delta de l'Orénoque*

49. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme figurant dans le document EB 2008/95/R.35, ainsi que son additif, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République bolivarienne du Venezuela un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à huit millions huit cent mille droits de tirage spéciaux (8 800 000 DTS) venant à échéance le 15 décembre 2026 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport au Conseil d'administration."

50. Le Conseil d'administration approuve la proposition de prêt à la République bolivarienne du Venezuela, pour lequel les négociations n'ont pas été achevées avant leur examen par le Conseil, sous réserve que ces négociations soient achevées dans les six mois à compter de la date d'approbation par le Conseil et que toute variation significative des conditions présentées à la présente session soit portée à l'attention du Conseil lors d'une future session.

e) **Proche-Orient et Afrique du Nord**

i) *Bosnie-Herzégovine: Projet d'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural*

51. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet figurant dans le document EB 2008/95/R.36, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la Bosnie-Herzégovine un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à sept millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (7 500 000 DTS) venant à échéance le 15 mars 2029 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt égal à la moitié du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

- ii) *Cisjordanie: Mémoire du Président: Rapport sur le programme de gestion participative des ressources naturelles financé par le fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie*

52. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme figurant dans le document EB 2008/95/R.37 et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: Que le Fonds, sous réserve du règlement des arriérés, accordera un don à l'Autorité palestinienne en diverses monnaies d'un montant équivalant à trois millions deux cent quatre-vingt-six mille six cent quarante-neuf droits de tirage spéciaux (3 286 649 DTS) prélevé sur le Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie, selon des modalités et des conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le Rapport et recommandation du Président, dans le but de financer en partie le programme de gestion participative des ressources naturelles (EB 98/63/R.21/Rev.1), conformément aux modifications figurant au paragraphe 16 ci-dessus."

- iii) *Yémen: Mémoire du Président: Projet pilote d'infrastructure rurale à assise communautaire pour les hauts plateaux – modification de l'accord de financement*

53. Le Conseil d'administration examine les modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement pour le projet pilote d'infrastructure rurale à assise communautaire pour les hauts plateaux, figurant dans le document EB 2008/95/R.38 (révisé sous la cote EB 2008/95/R.38/Rev.1 afin d'inclure les montants en DTS) et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Yémen un prêt supplémentaire libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à un million deux cent mille droits de tirage spéciaux (1 200 000 DTS), portant le montant total du prêt à sept millions cent mille droits de tirage spéciaux (7 100 000 DTS), venant à échéance le 15 octobre 2048 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) par an et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions approuvées par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-quatrième session en avril 2005.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Yémen un don supplémentaire libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à un million deux cent mille droits de tirage spéciaux (1 200 000 DTS), portant le montant total du don à un million quatre cent soixante-dix mille droits de tirage spéciaux (1 470 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions approuvées par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-quatrième session en avril 2005."

#### **K. Propositions de don présentées au Conseil d'administration pour examen (point 12 de l'ordre du jour)**

- a) **Dons au titre du guichet mondial/régional à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) pour le partenariat stratégique pour la formulation de politiques novatrices en matière d'atténuation du changement climatique et d'accès aux marchés**

54. Le Conseil d'administration examine les renseignements figurant dans le document EB 2008/95/R.39 et approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le partenariat stratégique pour la formulation de politiques novatrices en matière d'atténuation du changement climatique et d'accès aux marchés, accordera un don ne dépassant pas trois millions de dollars des États-Unis (3 000 000 USD) à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport."

b) **Don au titre du guichet mondial/régional à un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI, l'Institut international de gestion des ressources en eau, pour le projet visant à promouvoir la durabilité des effets des interventions de gestion de l'eau à usage agricole dans des environnements difficiles**

55. Le Conseil d'administration examine les renseignements figurant dans le document EB 2008/95/R.40 et convient, en adoptant la résolution ci-après, d'apporter un appui à un programme de recherche et de formation agricoles qui sera exécuté par l'intermédiaire d'un centre bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI):

"DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le projet visant à promouvoir la durabilité des effets des interventions de gestion de l'eau à usage agricole dans des environnements difficiles, accordera un don ne dépassant pas un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) à l'Institut international de gestion des ressources en eau, à l'appui d'un projet de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport."

c) **Don au titre du guichet mondial/régional à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le programme intitulé "Mettre en pratique un programme foncier en faveur des pauvres"**

56. Le Conseil d'administration examine les renseignements figurant dans le document EB 2008/95/R.41 et approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme intitulé «Mettre en pratique un programme foncier en faveur des pauvres», accordera un don ne dépassant pas un million cent cinquante mille six cents dollars des États-Unis (1 150 600 USD) à la Coalition internationale pour l'accès à la terre, à l'appui d'un programme d'un an. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport."

d) **Dons au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI**

57. Le Conseil d'administration examine les renseignements figurant dans le document EB 2008/95/R.42 et son rectificatif (dont la synthèse paraîtra sous la cote EB 2008/95/R.42/Rev.1) et convient, en adoptant les résolutions ci-après, d'apporter un appui à six programmes de recherche et de formation agricoles qui seront exécutés par l'intermédiaire de centres et organisations ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI:

"DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie l'élaboration, à l'intention de populations rurales pauvres, de dispositifs zoosanitaires novateurs et intégrés adaptés à des sites donnés, accordera un don ne dépassant pas un million six cent mille dollars des États-Unis (1 600 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture/Programme de lutte contre la trypanosomose africaine à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport."

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le recours à la veille et à l'alerte rapide pour réduire le risque de voir les rouilles du blé menacer les moyens de subsistance d'agriculteurs démunis, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie les dispositions destinées à donner aux petits agriculteurs les moyens d'agir sur les marchés (ESFIM), accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à la Fédération internationale des producteurs agricoles à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie l'initiative régionale pour l'adaptation de la petite agriculture au changement climatique dans les îles de l'océan Indien, accordera un don ne dépassant pas sept cent cinquante mille dollars des États-Unis (750 000 USD) à la Commission de l'océan Indien à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le soutien de PhytoTrade Africa 2009-2010 – l'association pour la commercialisation des produits naturels d'Afrique australe –, accordera un don ne dépassant pas un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) à PhytoTrade Africa, à l'appui d'un programme de deux ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le bénéficiaire du don approuvé en septembre 2008 par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-quatorzième session dans le but de financer en partie le programme d'appui au partenariat pour la gestion des connaissances en finance rurale – phase II n'est plus le Kenya Gatsby Trust mais l'Association africaine de crédit rural et agricole."

58. Le Conseil note en outre que l'Association africaine de crédit rural et agricole sera responsable – et rendra compte – à titre rétroactif des dépenses engagées par le Kenya Gatsby Trust d'août à décembre 2008 en ce qui concerne les services fournis pour jeter les bases de la deuxième phase du programme d'appui au partenariat pour la gestion des connaissances en finance rurale.
- e) **Don au titre du guichet-pays spécifique à la Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud pour le programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique – Phase II**

59. Le Conseil d'administration examine les renseignements figurant dans le document EB 2008/95/R.43 et approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique – Phase II, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à la Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud à l'appui d'un programme de deux ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport."

## **L. Activités prévues au titre des projets (point 13 de l'ordre du jour)**

60. Le Conseil d'administration examine le document sur les activités prévues au titre des projets pour 2008-2009 (document EB 2008/95/R.44) et prend note des renseignements fournis en ce qui concerne les projets et programmes dans la filière, les COSOP examinés à ce jour et ceux qui devraient être soumis à l'une des prochaines sessions du Conseil.

## **M. Rapport de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA (point 14 de l'ordre du jour)**

61. Le Conseil prend note du rapport sur la quatrième session de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA (document EB 2008/95/R.45), qui présente une synthèse des délibérations de ladite session.

## **N. Questions financières (point 15 de l'ordre du jour)**

### **a) Rapports sur l'état d'avancement**

- i) *Rapport sur l'état des contributions à la septième reconstitution des ressources du FIDA*

62. Le Conseil d'administration examine l'état des contributions à la septième reconstitution des ressources du FIDA (document EB 2008/95/R.46). Les Administrateurs prennent bonne note de la mise à jour fournie verbalement sur l'état des contributions à la septième reconstitution sur la base des paiements reçus depuis le 30 septembre 2008, qui portent le montant total des paiements reçus à 411 millions d'USD, soit 64% des contributions annoncées.

- ii) *Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2008*

63. Les Administrateurs examinent le rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2008 (document EB 2008/95/R.47) et la mise à jour fournie. Ils notent que la performance du portefeuille de placements a été bonne malgré la conjoncture boursière et que, au 12 décembre 2008, le produit net des placements prévu depuis le début de l'année se montait à 117,6 millions d'USD, soit un revenu net, depuis le début de l'année, de 4,88%. Le Conseil se déclare satisfait de l'exposé oral sur les efforts déployés par le FIDA afin de protéger son portefeuille de placements de tout effet négatif lié à l'évolution des marchés financiers internationaux.

### **b) Rapport sur la dépense extraordinaire relative au nouveau siège du FIDA**

64. Les Administrateurs examinent le rapport final sur la dépense extraordinaire relative au nouveau siège du FIDA (document EB 2008/95/R.48) et se félicitent du soutien apporté par le pays hôte, l'Italie, ainsi que par les pays qui ont parrainé les salles de conférences. Le Conseil approuve la présentation du rapport final à la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs.

### **c) Rapports du Comité d'audit**

65. Le Conseil d'administration note et entérine les rapports présentés par le président du Comité d'audit sur la cent deuxième réunion (document EB 2008/95/R.49), qui s'est tenue le 11 novembre, et sur la cent troisième réunion (document EB 2008/95/R.61) qui s'est tenue le 11 décembre. Ces rapports rendent compte de l'examen, par le Comité, notamment des suites données aux recommandations de l'évaluation externe de la qualité de la fonction d'audit interne du FIDA. S'agissant des recommandations concernant les révisions du mandat et du règlement intérieur du Comité, le Conseil prend acte du fait qu'un examen approfondi dudit règlement sera réalisé par le Comité, dont les résultats lui seront présentés à sa session d'avril 2009. Le Conseil

approuve par ailleurs les honoraires du Commissaire aux comptes à hauteur de 180 000 EUR.

**O. Révision des Conditions générales applicables au financement du développement agricole (point 16 de l'ordre du jour)**

66. Le Conseil examine les Conditions générales applicables au financement du développement agricole (document EB 2008/95/R.50). Les Administrateurs accueillent favorablement l'exercice de mise à jour, mais demandent un délai supplémentaire afin de permettre un examen approfondi. À ce titre, il est proposé qu'un séminaire informel soit organisé à Rome avant l'examen des Conditions générales à la prochaine session du Conseil d'administration.

**P. Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance (point 17 de l'ordre du jour)**

67. Le Conseil d'administration examine le rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance (document EB 2008/95/R.51 et son additif). Les Administrateurs prennent acte des notes de pays pour 2008 et des allocations par pays pour 2009 et se félicitent des renseignements fournis par les évaluations du cadre sectoriel de développement rural pour 2008 figurant dans l'additif. Ils prennent également acte de l'inclusion d'Haïti et du Libéria parmi les pays bénéficiaires d'allocations en 2009. Le Conseil approuve la présentation du rapport, accompagné des notes de pays et des allocations, à la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs.

**Q. Rapport annuel sur l'assurance qualité dans les projets et programmes du FIDA (point 18 de l'ordre du jour)**

68. Lors de l'examen du premier rapport annuel sur l'assurance qualité dans les projets et programmes du FIDA (document EB 2008/95/R.52), le Conseil se félicite de l'impact positif que les examens de l'amélioration de la qualité et de l'assurance qualité ont sur la conception du projet ainsi que du recensement, dans le rapport, des aspects pouvant encore être améliorés. Certains Administrateurs déclarent apprécier le fait que l'un des objectifs du processus d'assurance qualité soit, à terme, de parvenir à l'approbation du projet selon le principe de l'"absence d'objection" et espèrent que les rapports à venir iront dans ce sens.

**R. Mise à jour sur le Plan d'action: réforme des ressources humaines (point 19 de l'ordre du jour)**

69. Le Conseil d'administration est informé verbalement des derniers faits nouveaux concernant la réforme des ressources humaines dans le cadre du Plan d'action du FIDA pour améliorer son efficacité en matière de développement. Les Administrateurs sont en outre saisis du document EB 2008/95/R.60, qui récapitule les principaux buts et objectifs de la réforme des ressources humaines dans le cadre de la politique en vigueur approuvée par le Conseil d'administration, ainsi que les résultats attendus pour 2009 et 2010. Les Administrateurs se félicitent des quatre objectifs du processus de réforme, axé sur la mise en place d'effectifs et d'une structure organisationnelle reflétant mieux les valeurs, la mission et les objectifs du FIDA.

**S. Rapport du secrétariat de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (point 20 de l'ordre du jour)**

70. Le Conseil examine le rapport 2008 du secrétariat de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (document EB 2008/95/R.53), qui fournit des informations sur les réalisations institutionnelles et opérationnelles de la Coalition ainsi que sur la dernière phase de mise en œuvre de son plan d'action, élaboré sur la base des conclusions de l'évaluation externe menée en 2006. Dans ce cadre, les Administrateurs se félicitent

en outre de l'accord conclu entre le FIDA et la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

## **T. Rapport de situation relatif au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (point 21 de l'ordre du jour)**

71. Le Conseil d'administration examine le rapport de situation relatif au Mécanisme mondial pour 2008 (document EB 2008/95/R.54). Les Administrateurs notent avec satisfaction l'accent mis sur les complémentarités entre l'approche retenue par le Mécanisme mondial s'agissant de l'appui aux pays et le Cadre stratégique et le modèle opérationnel du FIDA. Le Conseil approuve la présentation du rapport à la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs.

## **U. Trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs (point 22 de l'ordre du jour)**

### **a) Projet d'ordre du jour provisoire et programme des activités de la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs**

72. Le Conseil prend note du programme des activités prévues pour la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs et approuve l'ordre du jour provisoire (document EB 2008/95/R.55), modifié afin d'inclure la question des membres non originaires et la proposition de programme de départ volontaire.

### **b) Émoluments du Président**

73. Après avoir examiné le document EB 2008/95/R.56, le Conseil d'administration approuve la soumission du rapport du Comité des émoluments au Conseil des gouverneurs et recommande l'adoption par celui-ci du projet de résolution qui y figure.

## **V. Questions diverses (point 23 de l'ordre du jour)**

### **a) Demande d'admission à la qualité de membre non originaire**

74. Le Conseil d'administration examine la demande d'admission à la qualité de membre non originaire présentée par la République des Îles Marshall (document EB 2008/95/R.57) et recommande sa soumission à la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs, pour approbation.

### **b) Invitation d'observateurs aux sessions du Conseil des gouverneurs**

75. Le Conseil d'administration envisage d'inviter quatre nouveaux observateurs aux sessions du Conseil des gouverneurs. Il juge que Agricultural Cooperative Development International/Volunteers in Overseas Cooperative Assistance; le Centre international de développement des engrais; Washington Office on Latin America; et World Neighbors satisfont aux critères qu'il a fixés, comme il est démontré dans le document EB 2008/95/R.58. Par conséquent, il autorise le Président du FIDA à convier les quatre organisations à participer à la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs et aux sessions suivantes en qualité d'observateurs.

### **c) Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2010**

76. Le Conseil d'administration examine le document EB 2008/95/R.59 et approuve les date de ses sessions en 2010, comme suit:

Quatre-vingt-dix-neuvième session: mercredi 14 et jeudi 15 avril 2010

Centième session: mercredi 15 et jeudi 16 septembre 2010

Cent unième session: mercredi 15 et jeudi 16 décembre 2010

77. Une version actualisée de ce document, comprenant le calendrier final pour les trois institutions basées à Rome, sera préparée pour la session d'avril du Conseil d'administration.

d) **Renseignements sur Cuba**

78. Le Conseil prend note des renseignements fournis à propos de Cuba, question inscrite à l'ordre du jour à la demande de l'Administrateur représentant le Mexique.

**IV. Minute de silence à la mémoire de M. Theo van Banning**

79. Le Conseil d'administration est profondément affligé par la triste nouvelle du décès prématuré, le 17 décembre 2008, de M. Theo van Banning, Administrateur pour les Pays-Bas. Les Administrateurs témoignent de l'engagement sans faille et de l'enthousiasme de M. van Banning pour le FIDA, ses bénéficiaires et tous les pays membres et lui rendent hommage. Le Conseil observe une minute de silence à la mémoire de M. van Banning.

Document:	<u>EB 2008/95/INF.7/Rev.1</u>
Date	<u>17 December 2008</u>
Distribution:	<u>Restricted</u>
Original:	<u>Arabic/English</u> <u>French/Spanish</u>



Enabling poor rural people  
to overcome poverty

**Delegations at the  
ninety-fifth session of the  
Executive Board**

**Délégations à la  
quatre-vingt-quinzième session  
du Conseil d'administration**

**Delegaciones en el  
95º período de sesiones de la  
Junta Ejecutiva**

Executive Board — Ninety-fifth Session  
Rome, 15-17 December 2008

---

For: **Information**

**ALGERIA**

Executive Board Director

Mohamed Larbi GHANEM  
Chef de division de l'organisation de  
la planification et des programmes  
Ministère des finances  
Alger

**ARGENTINA**

Executive Board Director

María del Carmen SQUEFF  
Consejero  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Argentina  
ante el FIDA  
Roma

**BELGIUM**

Executive Board Director

Martine VAN DOOREN  
Ministre Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
du Royaume de Belgique  
auprès du FIDA  
Rome

**BRAZIL**

Carlos Eduardo LAMPERT COSTA  
Deputy Secretary for International Affairs  
Ministry of Planning, Budget and  
Management  
Brasilia, D.F.

José Antônio MARCONDES DE CARVALHO  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
Federative Republic of Brazil  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Felipe HADDOCK LOBO GOULART  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Federative Republic of Brazil  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**CAMEROON**

Executive Board Director

Médi MOUNGUI  
Deuxième Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République du Cameroun  
auprès du FIDA  
Rome

**CANADA**

Kent VACHON  
Counsellor (Development)  
Alternate Permanent Representative  
of Canada to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

Rashmi SHARMA  
Senior Programme Manager  
Regional Development Banks and  
Francophonie Division  
Canadian International  
Development Agency (CIDA)  
Gatineau, Quebec

**CHINA**

WU Jinkang  
Deputy Director-General  
International Department  
Ministry of Finance  
Beijing

LIU Fang  
Deputy Director  
International Department  
Ministry of Finance  
Beijing

HE Zheng  
Officer  
International Department  
Ministry of Finance  
Beijing

SU Juan  
Officer  
Foreign Capital Project  
Management Center  
State Council Leading Group Office  
of Poverty Alleviation and Development  
Beijing

**CHINA (cont'd)**

ZHANG Yansong  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

GAO Peng  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

ZHANG Lei  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**DENMARK**

Jeanineke Dahl KRISTENSEN  
Minister Counsellor  
Deputy Permanent Representative of  
the Kingdom of Denmark to IFAD  
Rome

Christina WIX WAGNER  
Attaché  
Department for Multilateral  
Organizations  
Royal Danish Embassy  
Rome

**EGYPT**

Alaa El Din Wagih ROUSHDY  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Arab Republic of Egypt  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**EGYPT (cont'd)**

Fatma Hussein SABER  
Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Arab Republic of Egypt  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**FINLAND**

Executive Board Director

Riikka LAATU  
Minister Counsellor  
Permanent Representative  
of the Republic of Finland  
to the United Nations Food  
and Agriculture Agencies  
Rome

Inka RÄSÄNEN  
Programme Assistant  
Embassy of the Republic  
of Finland  
Rome

**FRANCE**

Clarisse PAOLINI  
Adjointe au Chef du Bureau de l'aide au  
développement et des institutions  
multilatérales de développement (DGTPPE)  
Ministère de l'économie, de  
l'industrie et de l'emploi  
Paris

Jean-François CHARPENTIER  
Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République française  
auprès de l'OAA  
Rome

**GERMANY**

Hans-Heinrich WREDE  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
Federal Republic of Germany  
to IFAD  
Rome

**GERMANY (cont'd)**

Executive Board Director

Heike KUHN  
First Counsellor  
Alternate Permanent Representative of  
the Federal Republic of Germany  
to IFAD  
Rome

Joachim VON BRAUN  
Director-General  
International Food Policy  
Research Institute (IFPRI)  
Washington, D.C.

Alexandra THÜRKOW  
Intern  
Permanent Representation of the  
Federal Republic of Germany  
Rome

**GREECE**

Nike Ekaterini KOUTRAKOU  
First Counsellor  
Director  
Emergency, Humanitarian  
and Food Aid Division  
Ministry of Foreign Affairs  
Athens

Emmanuel MANOUSSAKIS  
Minister Plenipotentiary  
for Agricultural Affairs  
Alternate Permanent Representative  
of the Hellenic Republic to IFAD  
Rome

**GUATEMALA**

Ileana RIVERA DE ANGOTTI  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Alterno  
de la República de Guatemala  
ante los Organismos de las  
Naciones Unidas  
Roma

Agostino PIZZO  
Attaché  
Embajada de la República  
de Guatemala  
Roma

**INDIA**

Ramalingam PARASURAM  
Minister (Agriculture)  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of India to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**INDONESIA**

Executive Board Director

Hasanuddin IBRAHIM  
Secretary-General  
Department of Agriculture  
Jakarta

Ghafur A. DHARMAPUTRA  
Director for Economic Development  
and Environmental Affairs  
Department of Foreign Affairs  
Jakarta

Purnomo Ahmad CHANDRA  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Indonesia to IFAD  
Rome

Siti Nugraha MAULUDIAH  
Counsellor (Multilateral Affairs)  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Indonesia to IFAD  
Rome

Erizal SODIKIN  
Agricultural Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Indonesia to IFAD  
Rome

Rina SETYAWATI  
IFAD Desk Officer  
Department of Foreign Affairs  
Jakarta

**ITALY**

Executive Board Director

Augusto ZODDA  
Adviser  
Department of the Treasury  
Ministry of Economy and Finance  
Rome

**JAPAN**

Executive Board Director

Kazumasa SHIOYA  
Minister Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of Japan to the United Nations Food  
and Agriculture Agencies  
Rome

Toshitaka NAKANO  
First Secretary  
Economic Section  
Embassy of Japan  
Rome

**KUWAIT**

Waleed AL-BAHAR  
Regional Manager for Central Asia  
and European Countries  
Operations Department  
Kuwait Fund for Arab  
Economic Development  
Kuwait City

Lamya AHMED AL-SAQQAF  
Permanent Representative of  
the State of Kuwait to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**MALI**

Executive Board Director

Mohammed Al Moustapha CISSÉ  
Premier Conseiller  
Représentant permanent suppléant  
de la République du Mali  
auprès du FIDA  
Rome

**MEXICO**

Executive Board Director

Jorge Eduardo CHEN CHARPENTIER  
Embajador  
Representante Permanente de  
los Estados Unidos Mexicanos  
ante el FIDA  
Roma

Diego Alonso SIMANCAS GUTIERREZ  
Segundo Secretario  
Representante Permanente Alterno  
de los Estados Unidos Mexicanos  
ante el FIDA  
Roma

**NETHERLANDS**

Executive Board Director

A. M. Agnes VAN ARDENNE-VAN DER HOEVEN  
Ambassador  
Permanent Representative  
of the Kingdom of the Netherlands  
to the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture  
Rome

Theo VAN BANNING  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the Kingdom of the Netherlands  
to the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture  
Rome

Sanne HELDERMAN  
Policy Adviser  
Co-ordination and Institutional  
Affairs Division  
United Nations and International  
Financial Institutions Department  
Ministry of Foreign Affairs  
The Hague

**NIGERIA**

Executive Board Director

Yaya O. OLANIRAN  
Permanent Representative of  
the Federal Republic of Nigeria  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**NORWAY**

Kirsten BJØRU  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the Kingdom of Norway to IFAD  
Rome

**PAKISTAN**

Aamir Ashraf KHAWAJA  
Agricultural Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Islamic Republic of Pakistan  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**QATAR**

Akeel HATOOR  
Adviser  
Embassy of the State  
of Qatar  
Rome

**REPUBLIC OF KOREA**

Executive Board Director

SEO Hae-dong  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative of the  
Republic of Korea to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

**SAUDI ARABIA**

Executive Board Director

Bandar Bin Abdel Mohsin AL-SHALHOOB  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Representative of the  
Kingdom of Saudi Arabia to FAO  
Rome

Tareq Abdulkarim ALDRIWEESH  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Kingdom of Saudi Arabia  
to FAO  
Rome

**SOUTH AFRICA**

Executive Board Director

Njabulo NDULI  
Director-General  
Department of Agriculture  
Ministry of Agriculture and  
Land Affairs  
Pretoria

Duncan SEBEFELO  
Counsellor (Multilateral Affairs)  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of South Africa  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**SPAIN**

Alberto LÓPEZ GARCÍA ASENJO  
Consejero  
Representante Permanente Adjunto  
de España ante los Organismos  
de las Naciones Unidas  
Roma

María José HERNÁNDEZ MENDOZA  
Técnica  
Embajada de España  
(Oficina de los Representantes  
Permanentes Adjunto y Alterno)  
Roma

**SWEDEN**

Executive Board Director

Amalia GARCIA-THÄRN  
Minister Counsellor  
Permanent Representative  
of the Kingdom of Sweden  
to IFAD and WFP  
Rome

**UNITED ARAB EMIRATES**

Yousuf Mohammed BIN HAJAR  
Officer  
Investment Department  
Ministry of Finance and Industry  
Abu Dhabi

**UNITED ARAB EMIRATES (cont'd)**

Obeid Ali Mirghani HASSAN  
Press Officer  
Embassy of the United  
Arab Emirates  
Rome

**UNITED KINGDOM**

Executive Board Director

Elizabeth NASSKAU  
Deputy Permanent Representative of  
the United Kingdom of Great Britain and  
Northern Ireland to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

**UNITED STATES**

Executive Board Director

Elizabeth H. MORRIS  
Acting Director  
Office of Multilateral  
Development Banks  
Department of the Treasury  
Washington, D.C.

Andrew VELTHAUS  
International Economist  
Office of Multilateral  
Development Banks  
Department of the Treasury  
Washington, D.C.

Leslie S. DE GRAFFENRIED  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the United States of America  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Elizabeth PETROVSKI  
Finance Programme Specialist, USAID  
United States Mission to the  
United Nations Agencies for  
Food and Agriculture  
Rome

**VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)**

Gladys Francisca URBANEJA DURÁN  
Embajadora  
Representante Permanente de  
la República Bolivariana de  
Venezuela ante los Organismos  
de las Naciones Unidas  
Roma

Manuel CLAROS OVIEDO  
Segundo Secretario  
Representación Permanente de  
la República Bolivariana de Venezuela  
ante los Organismos de  
las Naciones Unidas  
Roma

**OBSERVER  
OBERVATEUR  
OBSERVADOR**

**LUXEMBOURG**

Arsène JACOBY  
Conseiller de Direction  
Ministère des finances  
Luxembourg-Ville

## Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa quatre-vingt-quinzième session

Document	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2008/95/R.1	2	Ordre du jour provisoire
EB 2008/95/R.1/Add.1		Calendrier de travail
EB 2008/95/R.2 + Add.1	3	Programme de travail, mécanisme de financement du développement des programmes, et budgets administratif et d'investissement du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2009
EB 2008/95/R.3	3	Rapport du Comité d'audit sur le programme de travail, le mécanisme de financement du développement des programmes, et les budgets administratif et d'investissement du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2009
EB 2008/95/R.4	4	Programme de départ volontaire du FIDA pour 2009–2010
EB 2008/95/R.5	5 a) i)	Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la cinquante-troisième session
EB 2008/95/R.6*	5 a) ii)	Rapport du président de la session informelle et de la cinquante-quatrième session du Comité de l'évaluation
EB 2008/95/R.7 + Add.1	5 b)	Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA évaluées 2007
EB 2008/95/R.8 + Add.1	6	Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement
EB 2008/95/R.9 + C.R.P.2	7	Rapport de situation et plan d'action relatifs à la présence du FIDA dans les pays
EB 2008/95/R.10	8	Participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés
EB 2008/95/R.11	9 a)	<b>Éthiopie:</b> Programmes d'options stratégiques pour le pays
EB 2008/95/R.12	9 b)	<b>Guatemala:</b> Programmes d'options stratégiques pour le pays
EB 2008/95/R.13	9 c)	<b>Guinée:</b> Programmes d'options stratégiques pour le pays
EB 2008/95/R.14	9 d)	<b>Indonésie:</b> Programmes d'options stratégiques pour le pays
EB 2008/95/R.15	9 e)	<b>Maroc:</b> Programmes d'options stratégiques pour le pays
EB 2008/95/R.16 + Add.1	10	Ressources disponibles pour engagement

---

\* En anglais seulement.

Document	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2008/95/R.17 + Add.1 + Sup.1	11 a) i)	<b>République démocratique du Congo:</b> Programme intégré de réhabilitation de l'agriculture dans la province du Maniema
EB 2008/95/R.18 + Add.1 + Sup.1	11 a) ii)	<b>Ghana:</b> Programme de financement rural et agricole
EB 2008/95/R.19 + C.R.P.1/Rev.1**	11 a) iii)	<b>Mauritanie:</b> Programme de lutte contre la pauvreté rurale par l'appui aux filières
EB 2008/95/R.20 + Add.1 + Sup.1	11 a) iv)	<b>Niger:</b> Initiative de réhabilitation et de développement agricole et rural – renforcement des capacités institutionnelles (IRDAR-RCI)
EB 2008/95/R.21 + Add.1	11 b) i)	<b>Kenya:</b> Prêt supplémentaire à l'appui du projet de développement communautaire dans le district de Nyanza Sud
EB 2008/95/R.22 + Add.1	11 b) ii)	<b>Swaziland:</b> Programme de finance rurale et de développement des entreprises
EB 2008/95/R.23 + Add.1 + Sup.1	11 b) iii)	<b>République-Unie de Tanzanie:</b> Prêt supplémentaire à l'appui du programme de développement du secteur agricole
EB 2008/95/R.24 + Add.1 + Sup.1	11 c) i)	<b>Chine:</b> Programme de réduction de la pauvreté dans la zone de Dabieshan
EB 2008/95/R.25 + Add.1 + Sup.1	11 c) ii)	<b>République démocratique populaire lao:</b> Projet de gestion durable des ressources naturelles et d'accroissement de la productivité
EB 2008/95/R.26 + Add.1 + Sup.1	11 c) iii)	<b>Philippines:</b> Programme d'accroissement rapide de la production alimentaire
EB 2008/95/R.27 + Add.1 + Sup.1	11 c) iv)	<b>Tadjikistan:</b> Projet d'appui aux moyens de subsistance dans la région du Khatlon
EB 2008/95/R.28 + Add.1 + Sup.1	11 c) v)	<b>Viet Nam:</b> Projet relatif à des partenariats pour le développement de l'agroforesterie en faveur des pauvres
EB 2008/95/R.29+ Add.1 + Sup.1	11 d) i)	<b>Belize:</b> Programme de financement rural
EB 2008/95/R.30	11 d) ii)	<b>Bolivie:</b> Mémoire du Président – Projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et des hautes vallées – élargissement de la zone d'intervention et du groupe cible
EB 2008/95/R.31	11 d) iii)	<b>Bésil:</b> Mémoire du Président – Projet d'appui au développement des microentreprises familiales rurales dans le Nord-Est – modifications à l'accord de prêt
EB 2008/95/R.32	s.o.	<b>Équateur:</b> Projet de développement d'Ibarra-San Lorenzo
EB 2008/95/R.33+ Add.1 + Sup.1	11 d) iv)	<b>Guatemala:</b> Programme de développement rural durable dans la région Nord

---

\*\* En anglais seulement.

Document	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2008/95/R.34	s.o.	<b>Mexique:</b> Projet de développement forestier à assise communautaire dans les États du sud du Mexique (Campeche, Chiapas et Oaxaca)
EB 2008/95/R.35 + Add.1	11 d) v)	<b>Venezuela, République bolivarienne du:</b> Programme d'appui aux Warao du delta de l'Orénoque
EB 2008/95/R.36 + Add.1 + Sup.1	11 e) i)	<b>Bosnie-Herzégovine:</b> Projet d'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural
EB 2008/95/R.37	11 e) ii)	<b>Cisjordanie:</b> Mémoire du Président – Rapport sur le programme de gestion participative des ressources naturelles financé par le fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie
EB 2008/95/R.38	11 e) iii)	<b>Yémen:</b> Mémoire du Président – Projet pilote d'infrastructure rurale à assise communautaire pour les hauts plateaux – modification de l'accord de financement
EB 2008/95/R.39	12 a)	Don au titre du guichet mondial/régional à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) pour le partenariat stratégique pour la formulation de politiques novatrices en matière d'atténuation du changement climatique et d'accès aux marchés
EB 2008/95/R.40	12 b)	Don au titre du guichet mondial/régional à un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI
EB 2008/95/R.41	12 c)	Don au titre du guichet mondial/régional à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le programme intitulé "Mettre en pratique un programme foncier en faveur des pauvres"
EB 2008/95/R.42 + Corr.1	12 d)	Dons au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI
EB 2008/95/R.43	12 e)	Don au titre du guichet-pays spécifique à la Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud pour le programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique – Phase II
EB 2008/95/R.44	13	Activités prévues au titre des projets 2008-2009
EB 2008/95/R.45	14	Rapport sur la quatrième session de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2008/95/R.46	15 a) i)	Rapport sur l'état des contributions à la septième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2008/95/R.47	15 a) ii)	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2008
EB 2008/95/R.48	15 b)	Rapport final sur la dépense extraordinaire relative au nouveau siège du FIDA
EB 2008/95/R.49	15 c) i)	Rapport du Comité d'audit sur sa cent deuxième réunion
EB 2008/95/R.61	15 c) ii)	Rapport du Comité d'audit sur sa cent troisième réunion

Document	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2008/95/R.50	16	Révision des Conditions générales applicables au financement du développement agricole
EB 2008/95/R.51 + Add.1	17	Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance
EB 2008/95/R.52	18	Rapport annuel sur l'assurance qualité dans les projets et programmes du FIDA
EB 2008/95/R.60	19	Réforme des ressources humaines – une stratégie de gestion des personnes pour le FIDA
EB 2008/95/R.53	20	Rapport du secrétariat de la Coalition internationale pour l'accès à la terre
EB 2008/95/R.54	21	Rapport de situation relatif au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
EB 2008/95/R.55	22 a)	Projet d'ordre du jour provisoire et programme des activités de la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs
EB 2008/95/R.56	22 b)	Rapport du Comité des émoluments
EB 2008/95/R.57	23 a)	Demande d'admission à la qualité de membre non originaire
EB 2008/95/R.58	23 b)	Invitation d'observateurs aux sessions du Conseil des gouverneurs
EB 2008/95/R.59	23 c)	Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2010
EB 2008/95/INF.1		Arrangements pour la quatre-vingt-quinzième session du Conseil d'administration
EB 2008/95/INF.2		<b>République-Unie de Tanzanie:</b> Mise en œuvre du deuxième cycle du programme de services financiers ruraux financé au titre du mécanisme flexible de financement
EB 2008/95/INF.3		Accord concernant l'accueil du secrétariat de la Coalition internationale pour l'accès à la terre
EB 2008/95/INF.4		Rapport de situation sur les arriérés au titre du remboursement du principal et du règlement des intérêts et commissions de service
EB 2008/95/INF.5		Initiative du FIDA pour intégrer l'innovation – troisième rapport de situation sur la phase principale
EB 2008/95/INF.6		Liste des documents pour la quatre-vingt-quinzième session du Conseil d'administration

Cote du document:	<u>EB 2008/95/R.1/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>2</u>
Date:	<u>15 décembre 2008</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## Ordre du jour

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quinzième session  
Rome, 15-17 décembre 2008

---

Pour: **Approbation**

## Ordre du jour

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Programme de travail, mécanisme de financement du développement des programmes, et budgets administratif et d'investissement du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2009
4. Proposition relative au programme de départ volontaire
5. Évaluation
  - a) Rapports du président du Comité de l'évaluation
  - b) Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI)
6. Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE)
7. Rapport de situation et plan d'action relatifs à la présence du FIDA dans les pays
8. Participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés
9. Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP)
  - a) Éthiopie
  - b) Guatemala
  - c) Guinée
  - d) Indonésie
  - e) Maroc
10. Ressources disponibles pour engagement
11. Propositions de projet/programme présentées au Conseil d'administration pour examen
  - a) Afrique de l'Ouest et du Centre
    - i) République démocratique du Congo: Programme intégré de réhabilitation de l'agriculture dans la province du Maniema
    - ii) Ghana: Programme de financement rural et agricole
    - iii) Mauritanie: Programme de lutte contre la pauvreté rurale par l'appui aux filières
    - iv) Niger: Initiative de réhabilitation et de développement agricole et rural – renforcement des capacités institutionnelles (IRDAR-RCI)
  - b) Afrique orientale et australe
    - i) Kenya: Prêt supplémentaire à l'appui du projet de développement communautaire dans le district de Nyanza Sud
    - ii) Swaziland: Programme de finance rurale et de développement des entreprises
    - iii) République-Unie de Tanzanie: Prêt supplémentaire à l'appui du programme de développement du secteur agricole

- c) Asie et Pacifique
    - i) Chine: Programme de réduction de la pauvreté dans la zone de Dabieshan
    - ii) République démocratique populaire lao: Projet de gestion durable des ressources naturelles et d'accroissement de la productivité
    - iii) Philippines: Programme d'accroissement rapide de la production alimentaire
    - iv) Tadjikistan: Projet d'appui aux moyens de subsistance dans la région du Khatlon
    - v) Viet Nam: Projet relatif à des partenariats pour le développement de l'agroforesterie en faveur des pauvres
  
  - d) Amérique latine et Caraïbes
    - i) Belize: Programme de financement rural
    - ii) Bolivie: Mémoire du Président – Projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et des hautes vallées – Élargissement de la zone d'intervention et du groupe cible
    - iii) Brésil: Mémoire du Président – Projet d'appui au développement des microentreprises familiales rurales dans le Nord-Est – Modifications à l'accord de prêt
    - iv) Guatemala: Programme de développement rural durable dans la région Nord
    - v) Venezuela (République bolivarienne du): Programme d'appui aux Warao du delta de l'Orénoque
  
  - e) Proche-Orient et Afrique du Nord
    - i) Bosnie-Herzégovine: Projet d'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural
    - ii) Cisjordanie: Mémoire du Président – Rapport sur le programme de gestion participative des ressources naturelles financé par le fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie
    - iii) Yémen: Mémoire du Président – Projet pilote d'infrastructure rurale à assise communautaire pour les hauts plateaux – Modification de l'accord de financement
12. Propositions de don présentées au Conseil d'administration pour examen
- a) Don au titre du guichet mondial/régional à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), pour le partenariat stratégique pour la formulation de politiques novatrices en matière d'atténuation du changement climatique et d'accès aux marchés
  - b) Don au titre du guichet mondial/régional destiné à un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI, l'Institut international de gestion des ressources en eau, pour le projet d'amélioration de la durabilité des effets des interventions de gestion de l'eau à usage agricole dans des environnements difficiles
  - c) Don au titre du guichet mondial/régional à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le programme intitulé "Mettre en pratique un programme foncier en faveur des pauvres"
  - d) Dons au titre du guichet mondial/régional destinés à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

- e) Don au titre du guichet-pays spécifique à la Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud pour le programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique – Phase II
13. Activités prévues au titre des projets
  14. Rapport de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA
  15. Questions financières
    - a) Rapports de situation
      - i) Rapport sur l'état des contributions à la septième reconstitution des ressources du FIDA
      - ii) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2008
    - b) Rapport sur la dépense extraordinaire relative au nouveau siège du FIDA
    - c) Rapports du Comité d'audit
  16. Révision des conditions générales applicables au financement du développement agricole
  17. Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance
  18. Rapport annuel sur l'assurance qualité dans les projets et programmes du FIDA
  19. Mise à jour sur le Plan d'action: réforme de la gestion des ressources humaines
  20. Rapport du secrétariat de la Coalition internationale pour l'accès à la terre
  21. Rapport de situation relatif au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
  22. Trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs
    - a) Projet d'ordre du jour provisoire et programme des activités pour la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs
    - b) Émoluments du Président
  23. Autres questions
    - a) Demande d'admission à la qualité de membre non originaire
    - b) Invitation d'observateurs aux sessions du Conseil des gouverneurs
    - c) Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2010
    - d) Fourniture de renseignements sur Cuba